

aux principes que nous lui avons connu au cours de ses 20 années à la Chambre.

M. Riis: Que va-t-il se passer maintenant?

M. Mackasey: Que va-t-il se passer? Nous sortirons de la récession au moment où nous sortirons des ténèbres dans laquelle est plongée l'opposition qui se fait prophète de malheur.

Des voix: Bravo!

M. Mackasey: Le député est l'un de mes amis les plus proches et je lui voue une admiration sans borne. Je pense qu'il veut vraiment faire quelque chose. La population ne peut oublier que nous sommes l'un des plus merveilleux et des plus riches pays du monde malgré notre taux de chômage de 10 p. 100. Voyons le bon côté des choses. Neuf personnes sur dix travaillent. Notre régime d'assurance-chômage assure un revenu à des travailleurs en santé et bien instruits qui sont sans emploi sans que ce soit de leur faute. Je ris quand j'entends quelqu'un parler, comme le député qui vient de partir, de l'énorme déficit de la caisse d'assurance-chômage. Cette caisse appartient à tous les travailleurs du pays et à leurs employeurs et à personne d'autre. Même si le gouvernement fédéral est venu souvent la rogner, il s'agit toujours d'une loi souhaitable et progressiste. Le parti libéral n'a rien fait dans le budget d'hier soir pour minimiser, détruire ou compromettre la politique sociale fondamentale dont il est fier. C'est important, car cela pouvait être tentant.

Nous avons été obligés de désindexer l'impôt sur le revenu et cela ne me réjouit pas plus que vous. Il est plus difficile de combattre l'inflation de nos jours qu'il y a 20 ans parce que nous avons mis en place tellement de régulateurs économiques qu'ils ne réagissent plus aussi rapidement à l'offre et à la demande. Je ne veux pas dire qu'il faille les supprimer. Ceux qui ont étudié la crise des années 30 savent que les travailleurs du textile étaient prêts à travailler pour 90c. par jour à Montréal et que des gens offraient même de travailler pour 85c. par jour. Certains se souviennent que, dans l'Ouest, les gens n'avaient pas droit aux prestations d'assistance sociale s'ils possédaient un poste de radio. On ne pouvait espérer obtenir aucune aide au Manitoba si on possédait un permis de conduire et l'assisté social qui ne faisait pas partie de la classe laborieuse était vraiment à plaindre. Selon la morale puritaine, un homme devait gagner son pain à la sueur de son front. Il était impossible d'obtenir du secours à moins de faire des travaux pénibles comme creuser des fossés qu'un autre était chargé de combler. Nous ne voulons pas revivre cette époque et le gouvernement ne peut pas non plus adopter la politique de l'autruche et abandonner à leur sort les gens qui ont droit à toute notre sollicitude, les victimes de la lutte contre l'inflation.

Après avoir écouté la critique des affaires extérieures, je suppose qu'il connaît mieux son domaine que celui des finances. Il n'a rien dit de positif. Il cherchait seulement à s'attaquer à la personnalité du ministre qui a fait davantage pour les pauvres du Cap-Breton qu'il ne fera jamais lui-même ou n'a jamais fait lorsqu'il était ministre des finances à Terre-Neuve.

Des voix: Bravo!

M. Mackasey: Ceux qui protestent le plus fort n'ont pas toujours la conscience tranquille et le député a sans doute peur

de n'avoir rien fait de remarquable lorsqu'il siégeait à l'Assemblée législative de Terre-Neuve. Le ministre actuel, lui, a fait quelque chose. Personne ne peut refaire l'histoire.

• (1750)

Hier soir, le ministre a demandé la collaboration non seulement des députés, mais de tous les Canadiens, de ceux qui par chance, par accident ou autrement n'ont pas participé jusqu'à présent à notre effort soutenu pour ramener l'inflation à 6 ou 7 p. 100. Cela n'est pas nouveau. Il en a été de même depuis des décennies dans chaque combat contre l'inflation. Voilà pourquoi des économistes comme Thurrow nous rappellent qu'il y a des gagnants et des perdants. Si nous ne réussissons pas à ramener l'inflation à moins de 10 p. 100, au moment où la reprise mondiale commencera à se manifester et où nos partenaires auront de nouveau besoin de notre cuivre, de notre zinc, de notre plomb et de notre bois, qu'ils pourraient se procurer également en Amérique, en Australie et ailleurs, si nous devons ajouter à nos prix 12 p. 100 d'inflation, nous allons manquer la reprise. Cette reprise serait beaucoup plus facile si nous pouvions ramener l'inflation à un taux raisonnable.

Si nous ne nous préoccupons pas des moins fortunés, si nous ne sommes pas prêts à partager le fardeau avec les chômeurs, les personnes à revenu fixe et tous ceux qui sont les premières victimes de l'inflation tels que les exploitants, les agriculteurs et les pêcheurs, il serait temps de nous en préoccuper, si nous voulons maintenir la norme d'excellence et le niveau de vie qui a fait la réputation du Canada.

Je ne voudrais pas dépasser le temps qui m'est imparti. Je crois que l'ensemble des Canadiens, beaucoup mieux que les députés de l'opposition et quelques représentants de la presse, comprennent ce que nous essayons de dire. Ils comprennent le discours que leur tiennent le ministre et le premier ministre (M. Trudeau).

Notre pays a été bâti sur la notion de partage. Les Canadiens sont donc habitués à ce qu'on leur demande de partager les risques et de mettre leurs ressources en commun. C'est ce qui a fait la grandeur du Canada. C'est ce qui nous a permis de développer notre propre langue, notre culture, nos traditions et une manière de vivre distincte de celle de notre voisin, les États-Unis. C'est cette façon de vivre, de grandir et de progresser qui nous distingue de nos meilleurs amis. D'une certaine façon, les Canadiens ont toujours su relever le défi.

L'un de nos problèmes, c'est qu'il n'y a eu aucun rêve national, aucune construction de nos chemins de fer, aucune construction de notre voie maritime, rien, pour nous réunir. Il n'y a rien eu pour nous permettre d'oublier les sujets de préoccupation normaux pour les habitants d'un pays aussi vaste et qui compte de telles disparités régionales.

Il est peut-être un peu simpliste et naïf de ma part de croire que les Canadiens sont disposés à s'unir au cours des six ou douze prochains mois dans la lutte contre l'inflation. Lorsque nous nous mettrons au travail cette fois-ci, ayons le courage de prendre les mesures nécessaires pour nous isoler de l'influence des autres pays.

Les jeunes Canadiens, ceux dont les cours à l'université, au CEGEP ou à l'école secondaire, s'achèvent ce mois-ci le comprennent. Les néo-canadiens, qui sont peut-être bien souvent des Canadiens de la première génération veulent remonter leurs manches et se mettre au travail. Nous possédons un